Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 350
2e TRIMESTRE 2011
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an

ISSN 0771.4750

LIBYE

Une guerre ~~humanitaire~~ IMPÉRIALISTE !

"Le Conseil de sécurité [de l'ONU],

- Se déclarant vivement préoccupé par la détérioration de la situation, l'escalade de la violence et les lourdes pertes civiles, […]

- Condamnant la violation flagrante et systématique des droits de l'homme, y compris les détentions arbitraires, disparitions forcées, tortures et exécutions sommaires, […]

- Considérant que les attaques généralisées et systématiques actuellement commises en Jamahiriya arabe libyenne contre la population civile peuvent constituer des crimes contre l'humanité, […]

- Se déclarant résolu à assurer la protection des civils, […]

- Autorise les États Membres qui ont adressé au Secrétaire général une notification à cet effet […] à prendre toutes mesures nécessaires, […] pour protéger les populations […]" (*Résolution* ONU 1973 – Libye, *17.03.2011*).

Une nouvelle fois, les hauts dirigeants de ce monde usent de belles formules humanitaires, font des discours, la voix vibrante, sur la "démocratie", la "paix" et la "sécurité des populations", pour mieux justifier leurs aventures impérialistes.

Ainsi, depuis le 20 mars, une "coalition internationale" (1) mène en Libye une opération militaire d'envergure, nommée poétiquement "Aube de l'Odyssée" par les États-Unis. Chaque jour, des dizaines d'avions décollent des deux puissants porte-avions français et américain pour larguer des tapis de bombes sur toutes les régions abritant des forces armées fidèles au régime de Kadhafi (2).

En langage clair, c'est la guerre!

Tous ces Etats ne font que défendre leurs propres intérêts… à coup de bombes.

Évidemment, Kadhafi est un dictateur fou et sanguinaire. Après des semaines de recul face à la rébellion, l'autoproclamé "Guide libyen" a su réorganiser ses troupes d'élite pour contre-attaquer. Jour après jour, il a réussi à regagner du terrain, écrasant tout sur son passage, les "rebelles" comme la population. Et il s'apprêtait sans aucun doute à noyer dans leur propre sang les habitants de Benghazi quand l'opération Aube de l'Odyssée a été déclenchée.

Les frappes aériennes de la coalition ont mis à mal les forces de répression du régime et ont donc effectivement évité le massacre annoncé.

Mais qui peut croire un seul instant que ce déploiement de forces armées a réellement eu pour but le bien-être de la population libyenne?

Où était cette même coalition quand Kadhafi a fait massacrer 1000 détenus dans la prison Abu Salim de Tripoli en 1996? En réalité, c'est depuis quarante ans que ce régime enferme, torture, terrorise, fait disparaître, exécute… en toute impunité.

Où était hier cette même coalition quand Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte ou Bouteflika en Algérie faisaient tirer sur la foule lors des soulèvements de janvier et février?

Et que fait aujourd'hui cette même coalition face aux massacres qui ont lieu au Yémen, en Syrie ou à Bahreïn? Oh pardon… ici nous ne pouvons pas dire qu'elle est tout à fait absente: un de ses membres, l'Arabie Saoudite, intervient effectivement pour soutenir l'État du Bahreïn… à réprimer les manifestants! Et ses complices de fermer les yeux.

Les Sarkozy, Cameron, Obama et consorts peuvent bien se présenter fièrement comme des sauveurs, des défenseurs de la veuve et de l'orphelin, la souffrance des "civils" de Benghazi n'a été pour eux qu'un alibi pour intervenir militairement sur place et défendre leurs sordides intérêts impérialistes respectifs. Tous ces gangsters ont une raison, qui n'a rien à voir avec l'altruisme, de se lancer dans cette croisade impérialiste.

Cette fois-ci, contrairement aux dernières guerres, les États-Unis ne sont pas le fer de lance de l'opération militaire. Pourquoi? En Libye, la bourgeoisie américaine est contrainte de jouer à l'équilibriste.

D'un côté, elle ne peut pas se permettre d'intervenir massivement par voie terrestre sur le sol libyen. Cela serait perçu par l'ensemble du monde arabe comme une agression et une nouvelle invasion. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan ont en effet encore renforcé l'aversion généralisée pour "l'impérialisme américain, allié d'Israël". Et le changement de régime en Égypte, traditionnel allié de l'Oncle Sam, est venu affaiblir un peu plus sa position dans la région (3).

Mais de l'autre, ils ne peuvent rester en dehors du jeu sans risquer de décrédibiliser totalement leur statut de "combattant pour la démocratie dans le monde". Et il est évidemment hors de question pour eux de laisser le terrain libre au tandem France/Grande-Bretagne.

La participation de la Grande-Bretagne a un double objectif. Elle aussi tente, auprès des pays arabes, de redorer son blason terni par ses interventions en Irak et en Afghanistan. Mais elle essaye aussi d'habituer sa propre population à des interventions militaires extérieures qui ne manqueront pas de se multiplier à l'avenir. "Sauver le peuple libyen de Kadhafi" est l'occasion parfaite pour cela (4).

Le cas de la France est un peu différent. Il s'agit du seul grand pays occidental à jouir d'une certaine popularité dans le monde arabe, acquise sous De Gaulle et amplifiée par son refus de participer à l'invasion de l'Irak en 2003.

En intervenant en faveur du "peuple libyen", le président Sarkozy savait parfaitement qu'il serait accueilli les bras grands ouverts par la population et que les pays voisins verraient d'un bon œil cette intervention contre un Kadhafi beaucoup trop incontrôlable et imprévisible à leur goût. Et effectivement, à Benghazi, ont retenti des "Vive Sarkozy", "Vive la France" (5). Une fois n'est pas coutume, l'État français est parvenu ici à profiter ponctuellement de la mauvaise posture américaine.

Le président de la République française en a aussi profité pour se rattraper suite aux bourdes successives de son gouvernement en Tunisie et en Égypte (soutiens aux dictateurs finalement chassés par les révoltes sociales, accointances notoires pendant ces luttes entre ses ministres et les régimes locaux, proposition d'envoyer ses forces de police pour épauler la répression en Tunisie…).

Nous ne pouvons pas ici détailler les intérêts particuliers de chaque Etat de la coalition qui frappe aujourd'hui la Libye mais une chose est sûre, il ne s'agit en rien d'humanisme ou de philanthropie! Et il en est exactement de même pour ceux qui, réticents, se sont abstenus de voter la résolution de l'ONU ou alors du bout des doigts:

(suite à la p. 2)

SÉISMES, TSUNAMI ET ACCIDENTS NUCLÉAIRES AU JAPON

Le capitalisme est une horreur

"Le pire est à craindre!" Telle est la tonalité qui s'étale maintenant sur toutes les manchettes de journaux, dans tous les médias comme dans la bouche des dirigeants de la planète eux-mêmes. Mais le pire est déjà là! Parce que du tremblement de terre au tsunami puis aux accidents nucléaires qui n'en finissent pas, la population japonaise se trouve dans une situation effroyable. Et parce que ce sont aussi des millions de gens sur la planète qui vivent dès aujourd'hui sous l'épée de Damoclès du nuage nucléaire dégagé des réacteurs de Fukushima. Cette fois, il ne s'agit pas d'un pays pauvre comme Haïti ou l'Indonésie qui est frappé de plein fouet mais le cœur d'un des États les plus industrialisés du monde, particulièrement spécialisé dans les technologies de pointe.

Un pays qui connaît les effets dévastateurs de l'énergie nucléaire, qui a été le premier à subir les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki en 1945.

C'est le capitalisme qui rend l'humanité plus vulnérable aux catastrophes naturelles

Une fois de plus, la folie du capitalisme et l'irresponsabilité de la bourgeoisie explosent au grand jour. Le monde prend conscience seulement aujourd'hui que des millions de personnes ont été entassées dans des maisons de bois le long de rivages côtiers, menacés en permanence par le risque de séismes et de vagues géantes qui engloutissent tout. Et cela sur les terres de la troisième puissance économique mondiale!

Comme si cela ne suffisait pas, des centrales nucléaires, qui constituent partout de véritables bombes à retardement, ont été construites elles aussi à la merci des tremblements de terre et des tsunamis. La plupart des centrales nucléaires du Japon ont été construites il y a 40 ans, non seulement dans des zones très peuplées mais aussi près des côtes. Elles sont donc particulièrement exposées aux inondations. Ainsi, sur les 55 réacteurs japonais répartis sur 17 sites, 11 ont été touchés par le sinistre. Résultat immédiat, la population est déjà exposée à des taux de radiations allant officiellement (1) jusqu'à plus de 40 fois la normale jusqu'à Tokyo, située à 250 km de Fukushima, radiations pourtant déclarées "sans risque" par le gouvernement japonais! Et il n'y a pas que les centrales qui ont été frappées, mais aussi les complexes pétrochimiques construits au bord de la mer et dont un certain nombre ont été incendiés, ce qui vient ajouter au désastre et à la catastrophe écologique en cours.

La bourgeoisie tente encore de nous faire croire que c'est la faute à la nature, que l'on ne peut prévoir la force des séismes et l'amplitude des tsunamis. Ce qui est vrai. Mais ce qui est surtout frappant, c'est comment le capitalisme, tout en ayant développé depuis deux siècles et de façon phénoménale les connaissances scientifiques et les moyens techniques qui pourraient être mis à profit pour prévenir ce genre de catastrophe, fait courir en permanence des dangers monstrueux à l'humanité. Le monde capitaliste actuel a d'énormes moyens technologiques

(suite à la p. 4)

Dans ce numéro

- Face à la crise capitaliste, il n'existe aucune voie de sortie — 3
- *Ouvriers sans-papiers* La bourgeoisie ne peut offrir aux immigrés que cynisme et répression — 5
- *Face à la politique anti-immigrée* Solidarité de classe! — 5
- Qu'est-ce qu'une révolution? — 6
- *Courrier de lecteur: 90 ans après l'écrasement de Cronstadt* Une tragédie toujours en débat au sein du camp révolutionnaire — 8

suite de la p. 1

LIBYE: UNE GUERRE IMPÉRIALISTE

La Chine, la Russie et le Brésil sont très hostiles à cette intervention tout simplement parce qu'ils n'ont rien à gagner au départ de Kadhafi.

L'Italie, elle, a même tout à perdre. Le régime actuel assurait, jusqu'à maintenant, un accès facile au pétrole et un contrôle draconien des frontières. La déstabilisation du pays peut remettre tout cela en cause.

L'Allemagne d'Angela Merkel est encore aujourd'hui un nain militaire. Toutes ses forces sont engagées en Afghanistan. Participer à ces opérations aurait révélé un peu plus au grand jour cette faiblesse. Comme l'écrit le journal espagnol *El País*, *"Nous assistons à une réédition du rééquilibrage constant de la relation entre le gigantisme économique allemand, qui s'est manifesté pendant la crise de l'euro, et la capacité politique française, qui s'exerce aussi à travers la puissance militaire"(6).*

Finalement, la Libye, comme l'ensemble du Moyen-Orient, ressemble aujourd'hui à un immense échiquier où les grandes puissances tentent d'avancer leurs pions.

Pourquoi les grandes puissances interviennent-elles maintenant?

Cela fait des semaines que les troupes de Kadhafi avancent vers Benghazi, le fief des rebelles, massacrant tout ce qui bouge sur leur passage. Pourquoi les pays de la coalition, s'ils avaient de tels intérêts à intervenir militairement dans la région, ont-ils tant attendu?

Dans les premiers jours, le vent de révolte qui a soufflé en Libye venait de Tunisie et d'Égypte. La même colère contre l'oppression et la misère embrasait toutes les couches de la société. Il était donc hors de question pour les "Grandes démocraties de ce monde" de soutenir réellement ce mouvement social, malgré leurs beaux discours condamnant la répression. Leur diplomatie refusait hypocritement toute ingérence et vantait le "droit des peuples à faire leur propre histoire". L'expérience enseigne qu'à chaque lutte sociale, il en est ainsi: la bourgeoisie de tous les pays ferme les yeux sur les plus horribles répressions, quand elle ne leur prête pas directement main forte!

Mais en Libye, ce qui semblait avoir commencé comme une véritable révolte de "ceux d'en bas", avec des civils sans armes, partant courageusement à l'assaut des casernes des militaires et incendiant les QG des prétendus "Comités du Peuple" s'est rapidement transformé en une sanglante "guerre civile" entre fractions de la bourgeoisie. Autrement dit, le mouvement a échappé des mains des couches non-exploiteuses. La preuve en est que l'un des chefs de la rébellion et du CNT (Conseil National de Transition) est Al Jeleil, l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi! Cet homme a évidemment autant les mains couvertes de sang que son ancien "Guide" devenu son rival. Autre indice, alors que "les prolétaires n'ont pas de patrie", ce gouvernement provisoire s'est donné pour drapeau les couleurs de l'ancien royaume de Libye. Et enfin, Sarkozy a reconnu les membres du CNT comme les "représentants légitimes du peuple Libyen".

La révolte en Libye a donc pris une tournure diamétralement opposée à celle de ses grandes sœurs tunisienne et égyptienne. Ceci est principalement dû à la faiblesse de la classe ouvrière de ce pays. La principale industrie, le pétrole, embauche presque exclusivement des travailleurs venus d'Europe, du reste du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique. Ceux-là, dès le début, n'ont pas pris part au mouvement de contestation sociale. Résultat, c'est la petite-bourgeoisie locale qui a donné sa coloration à la lutte, d'où la mise en avant du drapeau national par exemple. Pire! Les travailleurs "étrangers", ne pouvant alors se reconnaître dans ces combats, ont fui. Il y a même eu des persécutions de travailleurs noirs entre les mains des forces "rebelles", car il y avait de nombreuses rumeurs selon lesquelles certains mercenaires d'Afrique noire avaient été recrutés par le régime pour écraser les manifestations, ce qui jetait la suspicion sur tous les immigrants venant de là.

Luttes ouvrières versus guerres impérialistes

Ce retournement de situation en Libye a des conséquences dépassant largement ses frontières. La répression de Kadhafi d'abord et l'intervention de la coalition internationale ensuite, constituent un coup de frein à tous les mouvements sociaux de la région. Cela permet même aux autres régimes dictatoriaux contestés de se livrer sans retenue à une répression sanglante: c'est le cas à Bahreïn où l'armée saoudienne a prêté main forte au régime en place pour réprimer violemment les manifestations (7); au Yémen où le 18 mars les forces gouvernementales n'ont pas hésité à tirer sur la foule, faisant 51 morts supplémentaires; et plus récemment en Syrie.

Cela dit, il n'est pas du tout sûr qu'il s'agisse là d'un coup fatal. La situation libyenne pèse, tel un boulet attaché aux pieds du prolétariat mondial, mais la colère est si profonde face au développement de la misère qu'elle ne la paralyse pas totalement. Au moment où nous écrivons ces lignes, il faut s'attendre à des manifestations à Riyad, alors même que le régime saoudien a déjà décrété que toutes les manifestations sont contraires à la charia. En Égypte et en Tunisie, où la "révolution" est censée avoir déjà triomphé, il y a des affrontements permanents entre les manifestants et l'État, maintenant "démocratique", qui est administré par des forces qui sont plus ou moins les mêmes que celles qui ont mené la danse avant le départ des "dictateurs". De même, des manifestations perdurent au Maroc, malgré l'annonce par le roi Mohammed VI de l'avènement d'une monarchie constitutionnelle.

Quoi qu'il en soit, pour toutes ces populations prises sous le joug de terribles répressions, et parfois sous les bombes démocratiques des différentes coalitions internationales, le ciel ne s'éclaircira vraiment que lorsque le prolétariat des pays centraux, en particulier d'Europe occidentale, développera à son tour des luttes massives et déterminées. Alors, armé de son expérience, rompu notamment aux pièges du syndicalisme et de la démocratie bourgeoise, il pourra montrer ses capacités à s'auto-organiser et ouvrir la voie d'une véritable perspective révolutionnaire, seul avenir pour toute l'humanité.

Être solidaire de tous ceux qui tombent aujourd'hui sous les balles, ce n'est pas soutenir le régime de Kadhafi, ni les "rebelles", ni la coalition onusienne! Il faut au contraire dénoncer tous ceux-là comme des chiens impérialistes!

Être solidaire, c'est choisir le camp de l'internationalisme prolétarien, lutter contre nos propres exploiteurs et massacreurs dans tous les pays, participer au développement des luttes ouvrières et de la conscience de classe partout dans le monde!■

Pawel /25.03.2011

1) Royaume-Uni, France, États-Unis en particulier, mais aussi Italie, Espagne, Belgique, Danemark, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Émirats, Arabe Unis et Qatar.

2) A en croire les médias occidentaux, seuls les hommes de main de Kadhafi meurent sous ces bombes. Mais souvenons-nous qu'au moment de la Guerre du Golfe, ces mêmes médias avaient aussi fait croire à une "guerre propre". En réalité, en 1991, au nom de la protection du "petit Koweït" envahi par l'armée du "boucher" Saddam Hussein, la guerre avait fait plusieurs centaines de milliers de victimes.

3) Même si la bourgeoisie américaine a réussi à limiter les dégâts en soutenant l'armée pour remplacer le régime honni par la population

4) Il faut se souvenir ici qu'en 2007, à Tripoli, l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair embrassait chaleureusement le colonel Kadhafi, en le remerciant de la signature d'un contrat avec BP. Les dénonciations actuelles du "dictateur fou" ne sont que purs cynisme et hypocrisie et un contrôle draconien des frontières.

5) Rappelons que la bourgeoisie française ne fait là, elle aussi, que retourner une nouvelle fois sa veste, elle qui a reçu en grande pompe Kadhafi en 2007. Les images de sa tente plantée au beau milieu de Paris ont d'ailleurs fait le tour du monde et ridiculisé encore un peu plus Sarkozy et sa clique. Mais aujourd'hui, c'est un nouveau film qui nous est joué : "OTAN en emporte l'auvent"

6) http://www.elpais.com/articulo/ internacional/guerra/europea/ elpepuint/20110321elpepiint_6/Tes

7) Ici aussi d'ailleurs, la faiblesse de la classe ouvrière favorise ces répressions. Le mouvement y est en effet dominé par la majorité chiite, soutenue par l'Iran

LISEZ AUSSI LES ARTICLES MIS EN LIGNE WWW.INTERNATIONALISM.ORG

ICConline - mars 2011

*Anton Pannekoek, sa signification indéniable pour la lutte historique du prolétariat

* Espagne : de la "grève générale" au "Pacte social" (tract)

* L'autorité palestinienne, feuille de vigne de l'impérialisme

* Venez réagir sur notre forum face à l'horreur qui frappe le Japon
Sur notre forum, des lecteurs interviennent pour partager leur horreur face à l'indicible spectacle du Japon dévasté et encore dans l'attente de nouvelles catastrophes.
Y a-t-il des catastrophes "naturelles"? Qui est responsable de cet insoutenable tragédie? Comment combattre de tels phénomènes et leurs conséquences?

ICConline - avril 2011

* Condamnation de militants coréens
*Les camarades coréens arrêtés et accusés en vertu de l'infâme "Loi de sécurité nationale" (**http://fr.internationalism.org/icconline/2011/01/militants-socialistes-en-coree**) **font part de leurs condamnations par un court texte que nous publions***

* Réunion publique du Comité de Lutte sur le Japon
Nous venons de recevoir le texte d'une réunion publique tenu le 25 mars sur "Les causes de la situation au Japon et ses effets sur la population" par le "Comité de Lutte des Travailleurs Interpro" issu de l'AG Interpro de la Gare de l'Est (Paris). De par sa qualité, nous pensons que ce texte mérite la plus large diffusion possible et nous nous associons aux idées qui y sont défendues.

ÉTÉ 2011: JOURNÉE DE RENCONTRE ET DE DISCUSSIONS AVEC LE CCI

Pour la cinquième fois, le CCI organisera le *samedi 27 août* une journée de discussions et de rencontre.

Une occasion de traiter plus à fond certaines questions importantes et/ou de simplement mieux faire connaissance avec le CCI. Pose librement tes questions ou vient simplement écouter, découvrir, discuter, approfondir des arguments sur plusieurs thèmes d'actualité mais également historique et théorique.

Deux thèmes de discussion, choisi avec ton concours seront mis à l'ordre du jour le matin et l'après midi. Libre à toi de participer à l'entièreté de la journée ou seulement à une partie.

Les discussions seront précédées par une courte introduction faite par un des participants (pas nécessairement par quelqu'un du CCI). Le but est d'avoir un débat ouvert. Surtout la vision des présents alimentera la discussion autour des thèmes en question.

Avec des stands et panneaux permanents avec publications, livres et références historiques : « d'où vient le CCI ?», « aperçu des activités du CCI », « débats internationaux », « documentation sur les sujets choisis »

Pour plus de détails contacte nous et/ou consulte notre site Internet

Face à la crise capitaliste, il n'existe aucune voie de sortie

L'impasse au niveau économique est évidente et la bourgeoisie s'avère dans l'incapacité totale de proposer des politiques économiques un tant soit peu cohérentes.

Dans le cas de la Grèce, les autorités du FMI admettent aujourd'hui que ce pays ne pourra pas respecter le plan de remboursement qu'elles-mêmes et l'Union Européenne ont convenu en avril 2010. Il devrait lui être permis de finir de rembourser la dette résultant de son plan de sauvetage, non pas en 2015 mais en 2024. Bien entendu, ce nouveau "cadeau" à la Grèce devra s'accompagner de mesures d'austérité supplémentaires: de nouveaux plans d'austérité y sont concoctés pour abolir des emplois dans le secteur public.

En Irlande, les ouvriers subissent leur quatrième vague d'austérité. Les nouvelles mesures, négociées avec le FMI et la BCE en échange du plan de "sauvetage" du pays, impliquent une baisse du salaire minimum de 11,5%, la diminution des allocations sociales et familiales, la suppression de 24.750 postes de fonctionnaire et l'augmentation de la TVA de 21% à 23%.

Pour ces deux pays, il ne fait pas de doute que ces plans d'austérité particulièrement violents enfoncent la classe ouvrière et la majeure partie de la population dans une misère de plus en plus insupportable. Quant au Portugal, et à l'Espagne, ces autres pays européens qui n'ont pas été capables de garder leur dette sous contrôle, ils essaient d'éviter un aboutissement funeste en adoptant des mesures d'austérité particulièrement draconiennes qui en annoncent encore d'autres dans le futur.

Que cherchent à sauver les différents plans d'austérité?

Une chose est certaine, ces politiques n'ont pas pour objet de sauver de la misère les millions de personnes qui sont les premières à en subir les conséquences. L'angoisse qui étreint les autorités politiques et financières concerne avant tout le risque que de nouveaux pays soient à leur tour exposés à un défaut de paiement sur leur dette publique.

A l'origine de la faillite de l'État grec se trouve un déficit budgétaire considérable dû à une masse exorbitante de dépenses publiques (en particulier d'armements). Quant à l'État irlandais, son système bancaire avait accumulé une quantité de créances de 1.432 milliards d'euros (à comparer avec le montant du PIB de 164 milliards d'euros). L'État irlandais s'est retrouvé en 2010 avec un déficit public correspondant à 32% du PIB! Mais la gravité de la crise économique déborde largement le périmètre des frontières de ces deux pays. Les banques des grands pays développés possèdent des créances colossales sur les États grec et irlandais. Si ceux-ci ne remboursent pas une grande partie de leurs dettes, beaucoup de ces banques se retrouveront en grande difficulté. Voilà bien ce qui explique la panique qui s'est emparée des hautes instances de la bourgeoisie mondiale.

Car c'est l'État qui doit garantir la fiabilité du capital national en montrant qu'il est capable de rembourser la dette et de payer les intérêts. Un non-remboursement des dettes met les autres pays, y compris les plus grands, en difficulté. En particulier pour le Portugal ou l'Espagne, dont les banques sont aussi engagées en Grèce et en Irlande, une telle situation serait fatale.

Tous les pays dans le monde ont un endettement colossal qui, de manière évidente, ne pourra jamais être remboursé. Cependant, les pays de la zone euro ne disposent pas des moyens pour créer les masses monétaires en vue de "financer" leurs déficits puisqu'ils sont soumis à la Banque Centrale Européenne. D'autres pays, comme le Royaume-Uni et les États-Unis, également très endettés, n'ont pas ce problème puisqu'ils ont toute autorité pour créer leur propre monnaie.

Le capitalisme ne peut survivre que grâce à des plans de soutien économique permanents

Le plan de "sauvetage" de la Grèce a coûté 110 milliards d'euros et celui de l'Irlande 85 milliards. Ces masses financières apportées par le FMI, la zone euro et le Royaume-Uni ne sont pas basées sur de nouvelles richesses créées mais sont bel et bien le produit de la planche à billets, ce qui en fait de la "monnaie de singe".

Ainsi, alors que d'un côté se mettent en place des plans d'austérité draconiens, qui annoncent d'autres plans d'austérité encore plus draconiens, on voit les États être obligés, sous peine d'effondrement du système financier et de blocage de l'économie mondiale, d'adopter ce qu'il faut bien appeler des plans de soutien – dont le contenu est très proche de ce qui s'appelle des "plans de relance".

En fait, ce sont les États-Unis qui sont allés le plus loin dans cette direction: le Quantitative Easing n° 2 de 900 milliards de dollars n'a pas d'autre sens que de tenter de sauver un système financier américain et de soutenir la croissance économique des Etats-Unis. Les États-Unis, bénéficiant toujours de l'avantage que leur confère le statut du dollar comme monnaie d'échange mondiale, ne subissent pas les même contraintes que la Grèce, l'Irlande ou d'autres pays européens et, de ce fait, il n'est pas exclu, comme beaucoup le pensent, que devra être adopté un Quantitative Easing n° 3. Ainsi, le soutien de l'activité économique par les mesures budgétaires est beaucoup plus fort aux États-Unis qu'il ne l'est dans les pays européens. Mais cela n'empêche pas les États-Unis de «geler» ou même de diminuer le salaire des fonctionnaires fédéraux.

La bourgeoisie a dépassé les limites de l'endettement que le capitalisme peut supporter

Nous avons donc des plans d'austérité et des plans de relance menés en même temps! Quelle est la raison de telles contradictions?

Comme l'avait montré Marx, le capitalisme souffre par nature d'un manque de débouchés car l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière aboutit forcément à la création d'une valeur plus grande que la somme des salaires versés, vu que la classe ouvrière consomme beaucoup moins que ce qu'elle a produit. Pendant toute une période qui va jusqu'à la fin du XIXe siècle, la bourgeoisie a pu réellement faire face à ce problème par la colonisation de territoires qui n'étaient pas capitalistes, territoires sur lesquels elle forçait, par de multiples moyens, la population à acheter les marchandises produites par son capital. Les crises et les guerres du XXe siècle ont illustré que cette manière de faire face au problème de la surproduction, inhérent à l'exploitation capitaliste des forces productives, atteignait ses limites. En d'autres termes, les territoires non capitalistes de la planète n'étaient plus suffisants pour permettre à la bourgeoisie d'écouler ce surplus de marchandises qui permet l'accumulation élargie et résulte de l'exploitation de la classe ouvrière. Le dérèglement de l'économie qui s'est produit à la fin des années 1960 et qui s'est manifesté par des crises monétaires et par des récessions, signait la quasi absence des marchés extra-capitalistes comme moyen d'absorber le surproduit de la production capitaliste. La seule solution qui se soit alors imposée a été la création d'un marché artificiel alimenté par la dette. Il permettait à la bourgeoisie de vendre à des États, des ménages ou des entreprises des marchandises sans que ces derniers disposent des moyens réels pour les acheter.

Ces dernières quarante années ont montré que l'accroissement colossal des dettes a imposé aux états de prendre des mesures d'austérité pour réduire leur endettement. En même temps, l'augmentation de ces dettes était une condition absolument indispensable pour que l'économie mondiale n'entre pas en récession. Les secousses financières qui se manifestent en ce moment en Europe sont dès lors le produit des contradictions fondamentales du capitalisme et illustrent l'impasse absolue de ce mode de production.

L'inflation se développe

Des politiques d'austérité ont pour effet de réduire la demande intérieure, y inclus les produits de première nécessité, mais le prix des matières premières agricoles connaît de fortes augmentations. L'augmentation est tellement généralisée qu'elle ne peut pas être expliquée par exemple par les facteurs climatiques. La seule explication c'est qu'elle est le produit d'une véritable inflation, une phénomène qui touche le plus en plus chaque économie, une inflation qui augmente toujours et qui fait que la valeur de la monnaie diminue constamment et qu'on demande un intérêt toujours plus élevé pour l'argent qui est prêté.

L'inflation n'a pas toujours pour cause une demande excédentaire par rapport à l'offre permettant aux vendeurs d'augmenter les prix. Un autre facteur tout à fait différent peut être à l'origine de ce phénomène: l'utilisation de la planche à billets, c'est-à-dire l'émission de nouvelle monnaie sans que la richesse nationale lui correspondant augmente dans les mêmes proportions, aboutit inévitablement à une dépréciation de la valeur de la monnaie en service.

Ces augmentations encouragent le développement de la spéculation, avec des conséquences désastreuses pour la vie de la classe ouvrière. Par l'achat de matières premières alimentaires avec l'espoir qu'elles pourront être revendues avec un profit substantiel, ces "produits de consommation" vont se trouver transformés en actifs. Ce faisant une grande partie de la population mondiale va, en plus d'une perte de revenus, se trouver aussi aux prises avec l'augmentation du prix du grain, du riz, du pain, etc. La création continue de monnaie, rendue nécessaire par la crise économique, aboutit donc à une double attaque: la baisse du niveau des salaires et l'augmentation du prix des produits de première nécessité. Un processus similaire s'était développé en 2007-2008 (juste avant la crise financière), et avait provoqué des émeutes de la faim dans de nombreux pays. Les conséquences de l'actuelle flambée des prix ont directement mené aux révoltes actuelles en Tunisie, en Algérie et en Égypte.

Et le niveau actuel de l'inflation ne cesse d'augmenter. Les chiffres montrent que les capitalistes anticipent une perte de valeur de l'argent qu'ils placent en exigeant un taux plus élevé pour leurs placements.

Les tensions entre capitaux nationaux

Lors de la crise des années 1930, le protectionnisme, moyen de la guerre commerciale, s'était développé massivement à tel point qu'on avait pu alors parler de "régionalisation" des échanges: chacun des grands pays impérialistes se réservant une zone planétaire qu'il dominait et qui lui permettait de trouver un minimum de débouchés. Des tendances protectionnistes sont clairement à l'œuvre actuellement. Ainsi, en septembre dernier, les USA ont décrété 245 mesures anti-dumping, visant des importations étrangères.

Mais, dans la période actuelle, c'est la guerre des monnaies qui se trouve constituer la manifestation majeure de la guerre commerciale. La création massive de monnaie par un pays donné se traduit par la baisse de la valeur de celle-ci, et donc aussi du prix des produits que ce pays vend sur le marché mondial. Ceci constitue une politique protectionniste particulièrement agressive, menée en premier lieu par les USA eux-mêmes, mais la sous-évaluation constante du yuan chinois poursuit des objectifs similaires.

Et pourtant, malgré la guerre économique, les différents États sont obligés de s'entendre pour permettre à la Grèce et à l'Irlande de ne pas faire défaut sur leur dette. Cela signifie que dans ce domaine aussi, la bourgeoisie ne peut pas faire autrement que de prendre des mesures très contradictoires, dictées par l'impasse totale dans laquelle se trouve son système.

La bourgeoisie a-t-elle des solutions à proposer?

Pourquoi, dans le contexte de la situation catastrophique actuelle de l'économie mondiale, voit-on apparaître des articles comme ceux de *La Tribune* ou du *Monde* titrant respectivement "*Pourquoi la croissance sera au rendez-vous*" et "*Les États-Unis veulent croire à la reprise économique*"? De tels titres visent à nous endormir et à nous faire croire que les autorités économiques et politiques de la bourgeoisie ont encore une certaine maîtrise de la situation.

En fait, la bourgeoisie n'a le choix qu'entre deux politiques qui sont comme la peste et le choléra:

- Soit elle procède comme elle l'a fait pour la Grèce et l'Irlande à de la création de monnaie, mais alors on se dirige vers une dévalorisation des monnaies;
- Soit elle pratique une politique d'austérité particulièrement draconienne visant à une stabilisation de la dette. L'aboutissement d'une telle politique ne peut être que la chute vertigineuse dans la dépression.

Un certains nombre d'économistes dans toute une série d'ouvrages publiés récemment proposent tous leur solution à l'impasse actuelle, mais toutes procèdent soit de la méthode Coué, soit de la plus pure propagande pour faire croire que cette société a, malgré tout, un avenir. Ils n'ont pas peur d'affirmer qu'une nouvelle "régulation" basée sur "l'économie verte" serait la solution. Ils "oublient" seulement une chose: une telle "régulation" impliquerait des dépenses considérables et donc une création monétaire bien plus gigantesque que l'actuelle.

La seule vraie solution à l'impasse capitaliste est celle qui se dégagera des luttes, de plus en plus nombreuses, massives et conscientes que la classe ouvrière est contrainte de mener de par le monde, pour résister aux attaques économiques de la bourgeoisie. Elle passe naturellement par le renversement de ce système, dont la principale contradiction est celle de produire pour le profit et l'accumulation et non pour la satisfaction des besoins humains ■

D'après Vitaz/ 02.01.2011

suite de la p. 1

JAPON: LE CAPITALISME EST UNE HORREUR

mais est incapable de les utiliser pour le bien être de l'humanité, seul compte à ses yeux le profit du capital… au détriment de nos vies. Depuis la catastrophe de Kobe en 1995, l'État japonais avait par exemple développé une politique de construction de bâtiments antisismiques qui ont tenu, mais qui sont restés destinés aux plus riches ou aux immeubles de bureaux des métropoles.

Les gros mensonges de la bourgeoisie

Aujourd'hui, les comparaisons abondent avec de précédents accidents nucléaires majeurs, en particulier avec la fusion sans explosion du réacteur de Three Mile Island aux États-Unis en 1979. Celle-ci n'avait causé officiellement aucun décès. Par contre, tous les responsables politiques affirment que, "pour l'heure", il ne s'agit pas d'un événement aussi grave que celui de l'explosion de la centrale de Tchernobyl en 1986. Doit-on donc être rassuré par ces propos outrageusement optimistes? Comment évaluer le danger réel pour la population vivant au Japon, en Asie, en Russie, aux Amériques… et dans le monde? La réponse ne fait aucun doute?: les conséquences vont de toute façon être dramatiques. Il y a d'ores et déjà une pollution nucléaire majeure au Japon et les responsables de Tepco qui exploitent les centrales japonaises ne peuvent faire face au risque d'explosion qu'en bidouillant au jour le jour et en exposant sans vergogne la vie de centaines d'employés et de pompiers à des taux de radiations fatals. Ici d'ailleurs se révèle une différence fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat. D'un côté, une classe dominante n'hésitant pas à envoyer à la mort "son" personnel et, plus largement encore, à mettre en danger la vie de dizaines de milliers de personnes au nom de son sacro-saint profit. De l'autre, des ouvriers prêts à se sacrifier, à subir l'agonie lente et insoutenable des irradiés, pour l'humanité.

Aujourd'hui, l'impuissance de la bourgeoisie est telle qu'après une semaine de tentatives désespérées pour refroidir les réacteurs endommagés, ses spécialistes en sont réduits à jouer aux apprentis sorciers en tentant de rebrancher sur le réseau électrique les différents systèmes de refroidissement des cœurs des centrales. Personne ne sait ce que cela peut donner: soit les pompes fonctionnent correctement et la chaleur baissera effectivement, soit les dégâts causés sur les câbles et appareils engendrent des courts-circuits, des incendies et des… explosions! La seule solution sera alors de recouvrir la centrale de sable et de béton, comme… à Tchernobyl (2). Face à de telles atrocités présentes et à venir, le discours de nos exploiteurs est toujours le même: le mensonge!

En 1979, Washington avait menti sur les conséquences radioactives de la fusion du cœur de la centrale, tout en évacuant malgré tout 140.000 personnes; si aucun mort direct n'a été à déplorer, les cancers s'étaient ensuite multipliés dans leurs rangs (entre 2 et 10 fois), ce que le gouvernement américain n'a jamais voulu reconnaître.

Concernant la centrale de Tchernobyl, atteinte de graves déficiences de sa structure et de son entretien, le gouvernement russe avait caché durant des semaines l'urgence de la situation. Ce n'est qu'après l'explosion du réacteur et le dégagement d'un immense nuage nucléaire se dispersant à des kilomètres de hauteur et à des milliers de kilomètres alentour que le monde entier a perçu l'ampleur de la catastrophe. Mais il ne s'agit pas là d'une spécificité stalinienne. Les responsables occidentaux ont fait exactement de même. A l'époque, l'État français s'était d'ailleurs même particulièrement distingué dans la menterie XXL en nous racontant que le nuage se serait arrêté pile poil aux frontières orientales de la France! Autre fait édifiant, aujourd'hui encore, l'OMS (Organisation mondiale pour la santé), indéniablement liée à l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique), dresse un bilan dérisoire et même ridicule de l'explosion de Tchernobyl : 50 morts, 9 décès d'enfants de cancers et 4.000 cancers potentiellement mortels! En réalité, selon une étude de l'Académie des sciences de New York, 985.000 personnes ont péri à cause de cet accident nucléaire (3). Et ce sont aujourd'hui ces mêmes organismes qui sont chargés de dresser le bilan de Fukushima et de nous informer sur les risques! Comment, dès lors, leur accorder le moindre crédit? Par exemple, que vont devenir ceux qu'on nomme "les liquidateurs" (ceux qui interviennent aujourd'hui en urgence) de Fukushima quand on sait qu'à Tchernobyl, "des 830.000 "liquidateurs" intervenus sur le site après les faits, 112.000 à 125.000 sont morts" (4). Encore aujourd'hui, la bourgeoisie s'efforce de cacher que le noyau de cette centrale est toujours hautement à risque puisqu'il est aujourd'hui nécessaire et urgent de confiner le cœur du réacteur sous une énième couche de béton comme elle a caché que les centrales de Fukushima ont connu pas moins de 200 incidents au cours de ces dix dernières années!

Tous les pays mentent sur la réalité du danger nucléaire! L' État français ne cesse de déclarer avec aplomb que les 58 réacteurs nucléaires de l'Hexagone sont parfaitement sous contrôle, alors que la plupart des centrales sont soit sur des zones sismiques, soit en zone maritime ou fluviale inondable. Durant la tempête de 1999, durant laquelle un vent violent avait causé d'importants dégâts sur tout le territoire national et fait 88 morts en Europe, l'inondation de la centrale du Blayais, proche de Bordeaux, avait déjà failli provoquer la fusion d'un réacteur. Peu de gens l'ont su. Parlons encore



de la centrale de Fessenheim dont la vétusté est telle qu'elle doit fermer depuis des années. Mais à coups de pièces de rechange (non homologuées pour bon nombre d'entre elles), elle continue tant bien que mal à fonctionner, avec des taux d'irradiation sans doute catastrophiques pour les personnels de maintenance. C'est cela, "avoir le contrôle" et prétendre à la "transparence".

Dès le début du tremblement de terre au Japon, vendredi 11 mars, les médias aux ordres nous avaient asséné avec l'aplomb qui les caractérise que les centrales nucléaires japonaises étaient parmi les plus "sûres" au monde. Pour nous dire le contraire deux jours après et rappeler que l'entreprise Tepco, qui gère les centrales japonaises, avait déjà caché par le passé certains incidents nucléaires irradiants. En quoi les centrales en France où "en l'espace de dix ans, le nombre d'incidents mineurs et d'anomalies sur les installations nucléaires a doublé" (5), comme ailleurs dans le monde, sont elles "plus sûres"? En rien. *"Environ 20 % des 440 réacteurs civils en activité dans le monde sont situés dans des zones "d'importante activité sismique", selon l'Association mondiale du nucléaire (World Nuclear Association, WNA), un groupement d'industriels. Certains des 62 réacteurs en construction sont également dans des zones à risque sismique, tout comme nombre des 500 autres projets en particulier dans les pays à économie émergente. De nombreuses centrales – y compris les quatre réacteurs de Fukushima endommagés par le tsunami du 11 mars – se trouvent sur ou près du "cercle de feu", un arc de 40 000 km de failles tectoniques qui entoure le Pacifique"* (6).

Ainsi, des informations sérieuses *"laissent entendre que les éléments radioactifs circulent de plus en plus. Par exemple, alors que le plutonium n'existait pas dans la nature avant 1945, on en trouve désormais dans les dents de lait des enfants britanniques"* (7), et bien que la Grande-Bretagne ait cessé son programme nucléaire civil.

Le capitalisme pousse l'humanité vers de plus en plus de désastres

Et au Japon, il n'y a pas que la catastrophe nucléaire en marche, mais aussi une autre catastrophe humanitaire. Ainsi, la troisième puissance économique mondiale s'est trouvée plongée en quelques heures dans une situation de crise sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Les mêmes ingrédients terrifiants y sont présents: destructions massives, morts par dizaines de milliers et pour finir, irradiations, comme à l'issue des bombardements atomiques de Nagasaki et d'Hiroshima.

Des millions de gens au Nord-est du Japon survivent sans électricité, sans eau potable, avec des vivres en diminution constante, quand elles ne sont pas contaminées. 600.000 personnes ont été déplacées, à cause du tsunami qui a dévasté des villes entières face au Pacifique et à cause du risque nucléaire, dans le plus grand dénuement, subissant le froid et la neige. Contrairement à ce qu'annonce le gouvernement nippon, qui n'a cessé de minimiser la gravité de la situation, et de sous-évaluer le nombre de victimes, ne livrant l'augmentation du nombre de morts qu'au compte-gouttes, jour après jour, on peut déjà, et sans aucun doute, compter les morts par dizaines de milliers dans tout le pays. La mer ne cesse de rejeter des cadavres sur les côtes. Le tout sur fond de destructions gigantesques d'habitations, de bâtiments, d'infrastructures hospitalières, d'écoles…

Ce sont des villages, des immeubles, des trains, voire des villes entières, qui ont été emportés par la vague du tsunami qui a frappé la côte nord-est du Japon. Dans certaines villes, encastrées dans des vallées généralement étroites comme à Minamisanriku, c'est jusqu'à plus de la moitié des 17.000 habitants qui ont été emportés et ont péri. Avec le temps d'alerte de 30 minutes annoncé par le gouvernement, les routes ont été rapidement embouteillées, mettant les "retardataires" à la merci des vagues.

La population a été saluée par tous les médias occidentaux pour son "exemplaire courage" et sa "discipline", population que le premier ministre japonais appelle à "reconstruire le pays à partir de zéro", autrement dit, en langage clair, la classe ouvrière vivant dans ce pays doit maintenant s'attendre à de nouvelles privations, à une exploitation accrue et à une aggravation de la misère. Certes, cela fait joli pour entretenir les images d'Épinal qu'on nous déverse depuis des décennies, celle d'une population servile qui fait du sport avec son patron le matin, qui se tait et se fait exploiter en silence, et qui reste gentiment stoïque et aux ordres pendant que les bâtiments s'écroulent sur sa tête. Bien sûr, la population japonaise est d'un courage extraordinaire, mais la réalité de son "stoïcisme" décrite dans les journaux est totalement différente. En-dehors des centaines de milliers qui s'entassent dans des gymnases ou autres locaux collectifs et parmi lesquels la colère monte inexorablement à juste titre, des centaines de milliers d'autres cherchent à s'enfuir, dont un nombre grandissant des quelque 38 millions d'habitants de Tokyo et sa banlieue. Et ceux qui restent ne le font pas pour "braver le danger et la fatalité", mais parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Par manque de moyens financiers et pour aller où ? Et pour être "accueilli" où? De toute façon, être un "réfugié environnemental" constitue une indécence aux yeux de la bourgeoisie. Environ 50 millions de gens seront contraints dans les années à venir de migrer pour des raisons environnementales mais ne connaissent pas de "statut" au regard de la Convention des Nations Unies, même s'ils sont victimes d'une catastrophe, fût-elle "nucléaire". En clair, les Japonais sans le sou qui vont chercher à échapper à la catastrophe nucléaire, ou simplement à se reloger quelque part, se verront refuser le "droit d'asile", partout dans le monde.

Ce système d'exploitation forcenée est moribond et chaque jour plus inhumain. Alors que d'immenses connaissances et de gigantesques forces technologiques ont été accumulées par l'Homme, la bourgeoisie est incapable d'en faire une force allant dans le sens des bienfaits de l'humanité, qui devrait permettre de nous prémunir contre les catastrophes naturelles. Elle œuvre au contraire avec vigueur à sa destruction, pas seulement ici ou là, mais partout dans le monde.

"Nous n'avons pas d'autre choix face à cet enfer capitaliste?: socialisme ou barbarie. Lutter contre lui ou mourir" (8) ■

Mulan/ 19.03.2011

1) Et l'expérience montre quel crédit nous pouvons accorder aux chiffres officiels en général et à ceux concernant le nucléaire en particulier?: le mensonge, la manipulation et la sous-estimation des dangers est ici la règle d'or des dirigeants de tous les pays!
2) La catastrophe actuelle était même attendue; comme le rapporte *le Canard enchaîné* du 16.03.2011: *"Pas fous, les huit ingénieurs allemands d'Areva qui bossaient sur le site de la centrale de Fukushima 1 (...) surpris par le tremblement de terre "en pleine opération d'une tranche" du réacteur numéro 4 dès vendredi soir (11 mars) avaient été mis à l'abri à une quarantaine de kilomètres de la centrale"* puis *"acheminés à Francfort dès le dimanche 13 mars"*.
3) Source: "Troublante discrétion de l'Organisation mondiale de la santé", *le Monde* du 19.03.2011.
4) http://www.monde-diplomatique.fr/2010/12/KATZ/19944
5) http://www.europe1.fr/France/En-France-les-incidents-nucleaires-en-hausse-455587
6) http://www.lemonde.fr/depeches/2011/03/15/fukushima-eclaire-le-risque-d-un-seisme-majeur-sous-un-nouvel-angle_3244_108_44577531.html
7) http://blog.mondediplo.net/2011-03-12-Au-Japon-le-seisme-declenche-l-alerte-nucleaire
8) Propos tenu par un intervenant sur notre forum en français au cours de la discussion sur cette catastrophe: http:/ :fr.internationalism.org/forum/312/tibo/4593/seisme-au-japon.

OUVRIERS SANS-PAPIERS

La bourgeoisie ne peut offrir aux immigrés que cynisme et répression

(Nous reprenons ci-dessous un article écrit en novembre 2009 mais à la lumière des campagnes incessantes autour des réfugiés et des émigrés, il reste pleinement d'actualité)

"Je connais des gens inquiets du fait que l'immigration fragilise leurs salaires et les perspectives d'emplois de leurs enfants" (1). Quel est l'auteur de ces propos aussi révoltants que nauséabonds? Un militant d'extrême-droite? Non! Il s'agit du Premier ministre britannique, homme de gauche, Gordon Brown! Les immigrés indésirables sont, ce n'est pas nouveau, des boucs émissaires "responsables du chômage et de la misère"! Les dirigeants de ce monde, que ce soient les Brown, Besson ou autres, exploitent toujours la bassesse des instincts populistes et savent joindre le geste à la parole: ratissages policiers, rafles, tracasseries administratives, expulsions...

Dans bon nombre de pays, comme par exemple en Grande-Bretagne, les nouveaux arrivants sont presque systématiquement confrontés à la prison (2), au travail au noir sous-payé, au racisme et à la terreur. Bon nombre d'États encouragent désormais, au nom de la sécurité, des sortes de rondes de nuit (comme en Italie ou en Grande-Bretagne) où les citoyens sont appelés à participer pour dénoncer à la police tous ceux qui peuvent paraître "suspects", notamment les immigrés. Dans la plupart des pays européens, louer un logement à un immigré clandestin ou l'héberger est passible d'emprisonnement. En Italie, une loi prévoyait même, dans sa première mouture, d'obliger les médecins, les directeurs d'école et les facteurs, à dénoncer les immigrants en situation irrégulière!

Dans ce contexte, l'opération conjointe des autorités françaises et britanniques, le 22 octobre 2009, contre des réfugiés afghans, n'est qu'un épisode supplémentaire des drames humains qui se succèdent et que vivent les étrangers en situation irrégulière. Sur vol charter franco-britannique, des jeunes étaient alors expulsés vers leur pays en guerre. Le comble du cynisme, c'est que le ministre Besson, le gouvernement et les médias en France nous ont présenté le sort de ces malheureux comme l'application d'une politique humaine presque charitable. Ces réfugiés ne seront t-ils pas "logés à l'hôtel"? Dans une zone "sécurisée" de Kaboul? Aux "frais de la princesse" (puisqu'ils vont soi-disant toucher 2000 euros)? A les écouter, il s'agirait presque de vacances au club Méditerranée!

De qui se moque-t-on? En réalité, comme dans la plupart des cas, il s'agit de se débarrasser des bouches inutiles pour le capital en se souciant comme d'une guigne des conséquences souvent meurtrières des expulsions. Ce que pense la bourgeoisie, réellement, se résume en peu de mots: "qu'ils aillent crever chez eux!". Par une législation durcie et une intervention musclée, la bourgeoisie a fait de l'Europe une véritable "forteresse".

Bien sûr, pour faire bonne figure, la gauche en France, championne de l'hypocrisie, fait mine de s'offusquer d'une politique attribuée à dessein à la seule et unique "méchante droite". De la bouche de Martine Aubry, on entend ainsi parler de "charters de la honte", quant au docteur Kouchner, la main sur le cœur, il nous dit qu'il "n'aurait surtout pas fait cela"! Mais leur duplicité donne envie de vomir. Rappelons-nous en effet que toute cette clique de gauche applaudissait, du temps d'Edith Cresson, quand elle conduisait brutalement par charters entiers les déshérités aux frontières. Michel Rocard affirmait alors: "on ne peut pas accueillir toute la misère du monde"! En matière de répression contre les immigrés et les clandestins, le PC n'a rien à envier lui non plus aux "socialistes", quand par exemple, dans les années 1980, il expulsait les immigrés à Vitry-sur-Seine à coups de bulldozers. Et que dire de la CGT qui, il n'y a pas si longtemps de cela, *manu militari*, expulsait les sans-papiers (femmes et enfants) de ses propres locaux!

Aujourd'hui, les pays européens ont renforcé leur politique de contrôles, de façon coordonnée, notamment sous l'impulsion de l'Allemagne (3). Les pays de l'espace Schengen rejettent désormais jusqu'à 90 % des demandes d'asile, au motif que le but des candidats est d'abord "économique". C'est au nom de ces "abus" qu'un ministre comme Besson demande maintenant la mise en place de "vols conjoints sous bannière européenne". C'est pour cela qu'un centre franco-britannique de renseignements opérationnels a déjà vu le jour à Folkestone (depuis le 2 septembre 2009) comprenant des agents des deux pays pour traquer les "indésirables".

Si ces initiatives encouragées par le ministre français Besson (4) ne peuvent que se développer et contribuer à atteindre l'objectif de la France, qui est d'expulser 27.000 migrants sans-papiers pour l'année 2009, elles témoignent surtout d'une paranoïa sécuritaire grandissante qui gangrène l'ensemble de la bourgeoisie mondiale. Et c'est principalement la classe ouvrière qui en fait les frais! Alors que la crise économique signe la faillite du système capitaliste, que le chômage de masse atteint des sommets, les grandes démocraties, celles qui viennent de fêter en grandes pompes les 20 ans de la chute du mur de Berlin, n'ont aucune perspective d'avenir à proposer aux immigrés ni à l'ensemble des autres prolétaires: sauf la division, la répression et la misère. La bourgeoisie utilise les matraques, les camps de rétentions et les charters pour chasser les prolétaires en survie hors des pays dits "riches". Le "modèle démocratique européen", tant vanté par la bourgeoisie, n'est que celui d'un bunker capitaliste supplémentaire, lui aussi sans avenir. ■

WH/12.11.2009

1) Source : Lepoint.fr (extrait d'une interview au *Daily Mail*).
2) 200 demandeurs d'asile sont en prison en GB.
3) Certains parlent de "*germanisation de la politique européenne en matière d'immigration*". http ://www.dw-world.de/dw/article/0,,4711714,00.html .
4) Cet individu a été le directeur de campagne de Ségolène Royal.

FACE À LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉE

Solidarité de classe !

Des étudiants et des travailleurs grecs vivant à Lyon, en France, nous ont récemment interpellés sur la situation dramatique des travailleurs immigrés implantés sur le sol grec.

Comme dans tous les pays, les travailleurs immigrés sont là-bas actuellement la cible d'une politique totalement inhumaine. Leurs conditions de vie effroyables sont tout simplement en train de les pousser vers la mort.

C'est pourquoi du 25 janvier au 9 mars, environ 300 travailleurs immigrés ont mené une grève de la faim, à Athènes et à Thessalonique. Ils réclamaient les mêmes droits politiques et sociaux que les travailleurs et travailleuses en Grèce, leur régularisation et surtout une vie plus digne. Après plus d'un mois de refus total de s'alimenter, la plupart d'entre eux présentent aujourd'hui des troubles de santé graves.

Leur *Appel des immigrés, grévistes de la faim*, appelé aussi *l'Appel des 300*, est un témoignage bouleversant. Il révèle quelle cruauté se cache derrière tous les discours policés sur la "nécessaire maîtrise des flux migratoires". Tous ces dirigeants politiques en costard-cravate ou en tailleur de haute couture ne sont rien d'autre que des assassins (et en Grèce, les dirigeants actuels sont "socialistes"!). La réalité sur ces hommes et femmes qui vivent dans la clandestinité et qui sont dénoncés aujourd'hui par tous les ministres de l'immigration du monde comme des "profiteurs" et même des "parasites", la voici : "*Nous sommes des immigrés et des immigrées venus de toute la Grèce. Nous y sommes venus, chassés par la pauvreté, le chômage, les guerres et les dictatures.*"

Cet "Appel" souligne aussi avec force que la seule façon pour nous, travailleurs immigrés ou non, de résister aux assauts du capital, c'est la solidarité de classe dans la lutte!

D'ailleurs, si le gouvernement grec a en partie cédé aux revendications des 300, en leur accordant ponctuellement quelques miettes (tel que l'allégement de taxes), ce n'est certainement pas par charité ou bonté d'âme. La classe dirigeante n'a que faire de voir 300 travailleurs crever la bouche ouverte à la suite d'une grève de la faim! Non, ce qui les a contraint à réagir, c'est l'élan d'indignation et de solidarité qui a commencé à se développer dans le pays. Comme l'ont écrit les étudiants grecs qui nous ont interpellés dans leur invitation à une réunion de solidarité avec les 300 sur Lyon: "*De nombreuses actions de solidarité ont eu lieu partout dans le pays (rassemblements, manifestations, déploiements de bannières, occupations des bâtiments publics, interventions sur les chaînes de télé, de radio, pendant des événements culturels, etc.), ainsi qu'à l'étranger. Les pressions créées par tous ces mouvements de solidarité peuvent amener la victoire!*"



Appel des immigrés, grévistes de la faim (Grèce)

Si nous voulons faire entendre notre voix, nous n'avons pas d'autre choix. Le 25 janvier, trois cents (300) d'entre nous commencent une grève de la faim. Nos points de lutte seront à Athènes et à Thessalonique.

Nous sommes des immigrés et des immigrées venus de toute la Grèce. Nous y sommes venus, chassés par la pauvreté, le chômage, les guerres et les dictatures. Les multinationales du monde occidental et leurs serviteurs politiques dans nos pays ne nous laissent pas d'autres choix que de risquer nos vies des dizaines de fois pour arriver jusqu'à la porte de l'Europe. L'Occident, qui pille nos pays, et où le niveau de vie est infiniment mieux (comparé au notre), est notre seul espoir de vivre comme des êtres humains. Nous sommes venus (par la voie légale ou pas) en Grèce et nous travaillons pour notre survie et pour la survie de nos enfants. Nous vivons dans la galère, et à l'ombre de l'illégalité, au profit des patrons et des organismes étatiques qui à leur tour exploitent brutalement notre travail. Nous gagnons notre pain à la sueur de notre front en rêvant d'obtenir un jour des droits égaux.

Ces derniers temps, nos conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles. Au fur et à mesure que les salaires et les retraites se voient rongés et que tous les prix augmentent, l'immigré est présenté comme le fautif, le coupable de la détérioration et de l'exploitation sauvage des salariés grecs et des petits commerçants. La propagande fasciste et raciste est déjà devenue la langue officielle des appareils étatiques. La terminologie fasciste est reproduite par les médias quand ils parlent de nous. Leurs "propositions" sont déjà consacrées comme politiques gouvernementales: le mur à Évros, les camps flottants et l'armée européenne dans la mer Égée, la répression brutale dans les villes, les déportations massives. Ils veulent faire croire aux travailleurs grecs que nous sommes, tout à coup, une menace pour eux, et que nous sommes les seuls coupables de la nouvelle attaque lancée par leurs propres gouvernements. La réponse à leurs mensonges et à leur incessante barbarie doit être immédiate. Et c'est à nous, aux immigrés, de la donner. Nous faisons face, avec nos propres vies comme arme, pour mettre fin à l'injustice qui nous est faite. Nous demandons la régularisation de tous les immigrés et de toutes les immigrées. Nous demandons les mêmes droits politiques et sociaux et les mêmes obligations que les salariés grecs.

Nous demandons à nos collègues travailleurs grecs et à chaque être humain qui souffre aujourd'hui de l'exploitation de sa propre sueur, de se tenir à nos côtés. Nous demandons de soutenir notre lutte, pour ne pas laisser triompher leurs mensonges, l'injustice, le fascisme et le totalitarisme des élites politiques et économiques. C'est à dire de ne pas permettre ce qui a prédominé dans nos pays et qui nous a forcés à nous expatrier afin de revendiquer une vie digne pour nous et pour nos enfants.

Nous n'avons pas d'autre moyen pour faire entendre notre voix, et pour faire entendre la voix de nos droits.

Le 25 janvier, trois cents d'entre nous ont commencé une grève de la faim, à l'échelle nationale, à Athènes et à Thessalonique. Nous mettons en danger notre vie, car de toute manière nous ne vivons pas dans la dignité. Nous préférons mourir ici, plutôt que de laisser nos enfants hériter de ce que nous avons vécu ■

Janvier 2011

L'assemblée des immigrés, grévistes de la faim

suite de la p. 8

90 ANS APRÈS L'ÉCRASEMENT DE CRONSTADT

l'avant-garde de l'insurrection d'Octobre, soit dit en passant), qu'un fossé s'est creusé entre le parti et la classe ouvrière. Voici un message radio destiné "aux ouvriers du monde entier" enregistré le 6.03.1921: "*Nous sommes partisans du pouvoir des soviets, non des partis. Nous sommes pour l'élection libre de représentants des masses travailleuses. Les soviets fantoches manipulés par le Parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications; nous n'avons reçu qu'une réponse: la mitraille* [...]. *Camarades! Non seulement ils vous trompent, mais ils travestissent délibérément la vérité et nous diffament de la façon la plus méprisable* [...]. *À Cronstadt, tout le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, soldats et ouvriers révolutionnaires* [...]. *Vive le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire! Vive le pouvoir des soviets librement élus!*". Que l'on soit d'accord ou pas avec ces revendications, il est incontestable que les soviets s'opposent directement au parti qu'il voit désormais comme un ennemi. Pour ma part, je pense que l'assimilation du parti dans l'Etat, organe par nature réactionnaire et conservateur, a entraîné les bolcheviques à s'éloigner de la classe. Finalement, c'est l'isolement dans l'isolement. Le parti fut à la fois juge et parti et ne pouvait donc comprendre la révolte de leur camarade des soviets. Underthegun écrit très justement: "*le "gouvernement bolchevique" mais c'est bien là le problème de cette révolution isolée, assiégée de toutes parts. L'urgence de la situation, les dangers multiples, ont amené les bolcheviks dès 1918 avec Brestlitovsk à assurer l'exercice du pouvoir. Or* […] *la dictature du prolétariat n'est pas la dictature du parti.*". Si le parti ne représente pas les intérêts d'un soviet ou d'une partie de la classe ouvrière, il doit défendre les intérêts du prolétariat mondial, et c'est justement parce que le parti était confondu dans l'Etat qu'il a manqué de clairvoyance pour donner des orientations issues du mouvement ouvrier mondial. Pris au piège de perspective immédiate liée à l'organisation de la révolution il a perdu de vue le but final: la libération de l'humanité. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'une erreur de parcours mais bien de comprendre que la dictature du prolétariat doit être exercée par les soviets et ce au sein d'une révolution mondiale. Voici ici présentées les causes matérielles et objectives de ce crime fratricide mais il est clair que contrairement à ce que pensent Prodigy, Jeannotrouge et Mouhamed, les conditions matérielles ainsi évoquées ne sont pas complètes si elles n'intègrent pas la dimension éthique.

La question: "a-t-on le droit de dresser un bilan moral de ce drame?" a été longuement débattue

Underthegun insiste beaucoup sur le fait qu'il n'y a pas de déterminisme et que parmi les révolutionnaires au sein du parti, certains, dans des conditions identiques d'urgence, ont fait le choix de défendre leur frère à Cronstadt. Les Lénine et Trotski avaient le choix et ils ont fait celui de massacrer leurs camarades. A mon sens, la question mérite d'être posée mais les camarades Mouhamed et Prodigy objecteront dans leurs interventions: qu'"*une analyse marxiste ne consiste pas à faire un bilan moral ; mais faire un bilan objectif et matérialiste. Il ne s'agit pas de condamner, de dire que c'est immoral ou pas. Il s'agit de tirer les enseignements sans sentiments humanistes*.". Bilan moral et analyse contextuelle ne s'opposent pas mais se complètent. La morale n'est pas la morale manichéenne bourgeoise, c'est le fruit d'une longue évolution tout droit issu du fait que l'homme a sélectionné la civilisation et s'exprime dans la préservation de l'espèce par la solidarité: elle est, donc, inhérente aux conditions matérielles. Le Parti bolchevique a dégénéré et s'est trouvé dans des situations inédites pour lesquelles il n'y a pas de recette. Alors, oui, il a choisi la voie qui le mènera à sa perte et, non, l'écrasement de Cronstadt n'allait pas dans le sens de la révolution. Pouvait-il faire autrement? Peut-être. Aurait-il dû le faire? C'est une certitude! Pourquoi certains ont ordonné ce massacre et d'autres s'y sont opposés? Simplement parce que face à une même situation la conscience n'est pas homogène, le lien entre conscience et conditions matérielles n'est pas mécanique. C'est pourquoi nous ne devons pas jeter sur la répression de Cronstadt le regard d'une morale sans faille forgée durant 9 décennies de luttes prolétariennes. Les révolutionnaires seront face à des choix tout aussi essentiels dans les luttes futures et Cronstadt est un "sombre trésor d'enseignements" car elle apporte avec son lot de malheur une leçon essentielle: "pas de violence au sein de la classe ouvrière!". Si la fin ne justifie pas les moyens, elle les détermine!

Nous n'avons pu débattre de cette question sans clarifier nos positions sur le marxisme mais aussi sur le trotskisme et l'anarchisme. Venez nous rejoindre dans ce débat passionnant! Le débat fraternel est notre meilleure arme face à l'idéologie bourgeoise ■

Fraternellement, Youhou

1) C'est pourquoi nous ne répondons pas ici à la camarade Youhou. Non seulement nous partageons l'essentiel de son analyse mais le débat peut et doit se poursuivre. Pour connaître néanmoins la position du CCI sur cet événement tragique, nous renvoyons nos lecteurs à deux de nos articles:
a) "*La répression de Cronstadt en mars 1921: une erreur tragique du mouvement ouvrier*" (http://fr.internationalism.org/ri310/Cronstadt.html)
b) "*1921: comprendre Cronstadt*", *Revue internationale* n°104 (http://fr.internationalism.org/rinte104/cronstadt.htm)

Qu'est-ce qu'une révolution?

Aujourd'hui, tout le monde ne parle plus que de "révolution" . Les soulèvements récents en Afrique du Nord ont été décrits comme des "révolutions" . En Irlande, le leader du Fine Gael, Enda Kenny a proclamé "une révolution démocratique" parce que maintenant, c'est à son tour d'imposer les mesures d'austérité auparavant menées par ses prédécesseurs, le Fianna Fail et le Green Party. Aux Etats-Unis, le célèbre chef Jamie Oliver combat pour une "révolution de l'alimentation" contre l'obésité. Dans les médias, nous ne nous attendons pas à voir quelque effort sérieux d'examen de l'idée de révolution telle que l'entendent les marxistes dans le mouvement ouvrier. Ce serait comme attendre de magazines de mode qu'ils se réfèrent à des "images créées pour être des objets de vénération religieuse" ou de "petites images sur un écran d'ordinateur" quand ils parlent des "icônes" .

La *Commune* est une publication qui se réclame de l'héritage marxiste. Sur son site Web, à la mi-février, a été publié un article "*Sur l'Egypte et la révolution*" . Il commence ainsi:

"Les révolutions sont en fait très communes. On est seulement en février, et il y a déjà eu deux révolutions cette année en Tunisie et en Egypte. D'autres révolutions récentes concernent la Serbie (2000), la Géorgie (2003), le Kirghizistan (2005) et l'Ukraine (2005). Il y a eu des échecs récents qui comprennent la Thaïlande (2009), le Myanmar (2007) et l'Iran 2009). Toutes ces révolutions ont été, pour utiliser le terme marxiste, des révolutions politiques plus que sociales. C'est-à-dire qu'elles ont renversé la faction qui tenait l'Etat et l'ont remplacée par une autre." La distinction que fait l'auteur entre révolution politique et révolution sociale est qu' *"une révolution sociale est celle qui ne change pas que la clique au pouvoir mais la façon dont la société est organisée"* .

La vision de Trotsky, dans une période de défaite

Cette démarche, de la part de quelqu'un qui affirme être marxiste, n'est pas un cas unique. Dans *La Révolution trahie*, Trotsky considère l'Etat de la Russie et donne une perspective à la classe ouvrière. Prévoyant un régime plus démocratique, il écrit "*… en ce qui concerne les rapports de propriété, le nouveau pouvoir n'aura pas à recourir à des mesures révolutionnaires. Il maintiendra et développera l'expérience de l'économie planifiée. Après la révolution politique – c'est-à-dire la destitution de la bureaucratie – le prolétariat devra introduire une série très importante de réformes dans l'économie, mais pas une autre révolution sociale"* . Dans ce passage, la "*révolution politique*" veut dire ne pas avoir à "*recourir à des mesures révolutionnaires*" - ce n'est pas une "*révolution sociale"* .

Ailleurs, dans le même ouvrage, Trotsky dit: *" le renversement de la caste bonapartiste aura, naturellement, des conséquences sociales sérieuses, mais en lui même, il se confinera aux limites de la révolution politique*" . Ce concept de "limites de la révolution politique" se trouve aussi dans *En défense du Marxisme* de Trotsky, un ouvrage qui est un recueil de travaux écrits en 1939 et 1940. Dans cet ouvrage, il voit l'Etat russe "*comme un complexe d'institutions sociales qui continuent à persister malgré le fait que les idées de la bureaucratie soient maintenant presque à l'opposé des idées de la Révolution d'Octobre. C'est pourquoi nous n'avons pas renoncé à la possibilité de régénérer l'Etat soviétique par une révolution politique"* . En dépit du fait que l'Etat en Russie ait été l'instrument du maintien écrasant de l'exploitation et de la répression de la classe ouvrière, Trotsky pensait qu'il pouvait être régénéré par le processus de "révolution politique" .

Les principes fondateurs du marxisme sur la question

Pour trouver les bases de la compréhension marxiste de ce qu'est une révolution, il faut partir de Marx.

Dans son article de 1844 '*Notes critiques relatives à l'article " Le roi de Prusse et la Réforme sociale" par un Prussien'*, Marx analyse la phrase: "*Une révolution sociale avec une âme politique*" et conclut que "*chaque révolution dissout l'ancienne société; en ce sens, elle est sociale. Toute révolution renverse l'ancien pouvoir; en ce sens, elle est politique"* .

Il continue: *Mais autant une 'révolution sociale avec une âme politique' est paraphrase ou absurdité, autant est raisonnable une révolution politique avec une âme sociale. La révolution en tant que telle – le renversement du pouvoir établi et la dissolution des conditions anciennes- est un acte politique. Or sans révolution, le socialisme ne peut devenir réalité. Cet acte politique lui est nécessaire dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais là où commence son activité organisatrice, là où se manifeste son propre but, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique." (Œuvres III, La Pléïade, p. 417-418)*

Il est clair que tout en se situant toujours dans le même cadre, Marx a pris en compte les développements historiques tout au long de sa vie. La préface à l'édition allemande du *Manifeste Communiste* dit que les événements font que quelques détails de son programme politique sont "datés". En particulier, l'expérience de la Commune de Paris (en citant *La Guerre Civile en France*) a démontré que "*la classe ouvrière ne peut simplement s'emparer de la machinerie d'Etat existante et la faire fonctionner pour ses objectifs*". L'Etat doit être détruit par la classe ouvrière pour qu'elle accomplisse la transformation de la société au niveau le plus élevé. La Commune de Paris "*était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail … La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe." (La Guerre Civile en France, Marxism.org).*

Il y a eu par la suite d'autres développements dans la vision marxiste du processus révolutionnaire, en particulier *L'Etat et la révolution* de Lénine. Ce qu'ils ont de plus clair en commun, c'est la compréhension qu'une révolution de la classe ouvrière est "politique" en ce sens qu'elle détruit l'Etat de ses exploiteurs et "sociale" en ce sens que son but est la transformation de la société. Le "politique" et le "social" ne sont pas deux phénomènes séparés mais les deux faces d'une même lutte. Quand une faction capitaliste en remplace une autre à la suite d'élections parlementaires, quand une faction capitaliste s'empare du pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire, ou quand la réalité force la bourgeoisie à réorganiser sa façon de fonctionner comme classe dominante, rien de tout cela n'est une "révolution" . En un mot : l'Etat capitaliste reste intact.

Les "révolutions" évoquées dans la liste de la publication *La Commune* ne sont pas des révolutions sociales pas plus qu'elles ne sont des révolutions politiques. Le remplacement d'une faction par une autre, du point de vue de la classe ouvrière, n'est en aucune façon une révolution. Pour la classe ouvrière, la destruction de l'Etat capitaliste est un moment politique essentiel dans la révolution sociale, une partie du processus qui peut mener à la libération de toute l'humanité ■

Barrow/04.03.2011

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

vente militante: JB (17.03)	4,50
Réunion Publique CCI Anvers (19.03)	240,20
vente militante: Foire du Livre Anarchiste Gand (16.04)	1,90
TOTAL FEVRIER - AVRIL 2011	246,60
TOTAL GENERAL 2011	257,30
(+FONDS DE SOLIDARITE	+30,80)



Courant Communiste International

Revue Internationale

Révoltes sociales au Mahgreb et au Moyen-Orient
Catastrophe nucléaire au Japon, Guerre en Libye
Seule la révolution prolétarienne peut sauver l'humanité du désastre capitaliste

Que se passe-t-il au Moyen-Orient ?

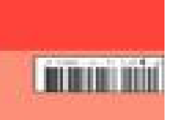
Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique

Qu'est-ce que les conseils ouvriers ? (V)
1917-21 : Les soviets face à la question de l'État

Décadence du capitalisme
Le Comintern et le virus du "Luxemburgisme" en 1924

La Gauche communiste en Russie
Le Manifeste du Groupe ouvrier du Parti communiste russe (IVe partie)

145



REUNIONS PUBLIQUES

■ à Bruxelles: samedi 7 mai à 15h, Centre des Cultures "Pianofabriek", rue du Fort 35a, St-Gilles

Les revendications démocratiques mènent-elles au renforcement de la lutte contre le capitalisme?

Jamais depuis 1848 ou 1917-19, nous n'avions vu un mouvement aussi large et simultané que celui des révoltes contre la misère capitaliste et la corruption des gouvernants qui se sont répandues à tout le Nord de l'Afrique et à l'ensemble des pays arabes. Ces révoltes ont fait preuve d'un courage inouï et ont montré la capacité de prendre en charge les luttes, d'organiser l'occupation de la rue, la solidarité, l'entraide.

En même temps, des revendications ont émergé comme le remplacement des gouvernements en place composés de monarchies corrompues et de tyrans militaires par des gouvernements d'opposition démocratiques, la création de syndicats indépendants à la place des syndicats officiels ainsi que l'idée de croire que l'armée serait du «côté» de la population.

* Que pouvons-nous attendre de ces revendications?
* Peuvent-elles donner des solutions aux problèmes soulevés par les manifestants?
* A qui profitent-elles?
* En quoi diffèrent-elles de celles du 19ème siècle?
* …

C'est de tout cela que nous vous invitons à venir débattre avec nous.

■ à Amsterdam : samedi 18 juin, 14h, De Badcuyp, 1e Sweelinckstr. 10, 1073 CH Amsterdam-Zuid

PERMANENCES * AUTRES ACTIVITÉS

■ à Bruxelles: 1 mai, 14h - 18h au stand à la fête 1 mai FGTB-ABVV Bruxelles, Place Rouppe

■ à Anvers: **Été 2011: samedi 27 août, Journée de rencontre et de discussions avec le CCI** (contacte nous)

LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDE

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexique

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N
3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euros pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI	2,50
Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme	1,85
Crise et décadence du capitalisme	2,50
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital	4,50
Guerre du Golfe	2,50
La Gauche Communiste Britannique (anglais)	7,00
La Gauhe Communiste de France	4,00
La Gauche Communiste d'Italie	8,00
La Gauche Communiste de Russie (anglais)	10,00
La Gauche Communiste Hollandaise	12,00
La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme	3,00
Le trotskysme contre la classe ouvrière	4,50
Les syndicats contre la classe ouvrière	2,50
L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme	3,00
Nation ou classe	3,00
Organisation communiste et conscience de classe	1,85
Russie 1917, début de la révolution mondiale	2,50
Luttes dans la fonction publique de décembre 95	2,00
Comment le PCF est passé au service du capital	3,00
Le communisme n'est pas un bel idéal...	3,00
Les élections : un piège pour la classe ouvrière	2,00

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt

Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

COURRIER DE LECTEUR: 90 ANS APRÈS L'ÉCRASEMENT DE CRONSTADT

Une tragédie toujours en débat au sein du camp révolutionnaire

Ces dernières semaines, les discussions sur le forum du CCI ont été particulièrement animées et passionnées autour d'un événement tragique: l'écrasement, dans le sang, des insurgés de Cronstadt.

Il y a 90 ans, en 1921, des ouvriers se sont dressés face au Parti bolchevique, réclamant, entre autre, la restitution du pouvoir réel aux soviets et sans le Parti bolchevique. Le Parti communiste a alors pris la terrible décision de les réprimer.

Une participante à ce débat, prénommée Youhou, nous a envoyé la lettre que nous publions ci-dessous et que nous saluons chaleureusement. Elle y fait à la fois l'effort d'essayer de synthétiser les différents points de vue qui se sont faits jour au fil des interventions et de prendre clairement position.

Il ne s'agit pas là, en aucune manière, d'une conclusion à la discussion. Au contraire, il nous semble que dans l'esprit de la camarade, son texte se veut être seulement une étape.

Enfin, nous nous joignons à elle quand, dans ses dernières lignes, elle lance: *"Venez nous rejoindre dans ce débat passionnant! Le débat fraternel est notre meilleure arme face à l'idéologie bourgeoise"* (1).

Sur le forum du CCI se déroule actuellement, à l'occasion du 90e anniversaire de la répression de Cronstadt, une discussion très animée qui mérite d'être commentée. Elle est très intéressante car finalement très représentative des positions qui traversent la classe ouvrière sur ce sujet. L'écrasement de la classe ouvrière révoltée du soviet de Cronstadt, par l'armée révolutionnaire, sur ordre du parti bolchevique en 1921 est posé sans tabou et sans langue de bois sur le forum. La volonté de tirer les leçons de ce massacre, si importantes pour la révolution future, rassemble tous les camarades sur ce forum et confirme ce que Rosa Luxemburg écrivait sur la Révolution russe: *"il est clair que seule une critique approfondie, et non pas une apologie superficielle, peut tirer de tous ces événements les trésors d'enseignement qu'ils comportent.*" Ce débat est marqué depuis des décennies par deux tendances diamétralement opposées: les trotskistes qui pensent que l'écrasement était une "tragique nécessité" et les anarchistes qui pensent que le Parti bolchevique en tant que parti contenait en lui les germes de cette dégénérescence et remettent en cause la nécessité même de l'existence d'un parti de la classe ouvrière.

Alors, est-ce une "erreur" ou "une nécessité" tragique?

Voici une des idées avancées par Jeannotrouge: "*Le prolétariat ne peut se constituer en classe et donc ensuite, après la révolution, en classe dominante qu'à l'issu d'une lutte politique tenace en son sein, contre les influences bourgeoises portées par différentes institutions, organisations et partis prétendument "ouvriers", lutte qui ne peut pas ne pas comporter d'épisode d'affrontement et de violence.*"

Mouhamed, un peu plus nuancé, explique que les bolcheviques ne pouvaient pas faire autrement.

Mais sur ce point, je rejoins pleinement Tibo et Underthegun: l'écrasement de Cronstadt n'allait pas dans le sens de la révolution. Ce massacre n'était absolument pas nécessaire et a précipité la défaite de la révolution russe. Pourquoi? Ce sont des ouvriers qui ont été éliminés et massacrés et non des contre-révolutionnaires en col blanc comme Trotski le concéderа lui-même: *"Nous avons attendu aussi longtemps que possible pour que les matelots,* ***nos camarades*** *aveuglés, ouvrent les yeux et voient où la mutinerie les conduisait*". La société communiste ne peut pas naître de luttes fratricides: un tel massacre ne peut faire partie des armes des révolutionnaires. Tibo écrit avec raison: "*Oui, nous avons un monde "enfin humain" à bâtir. Et celui-ci ne peut avoir pour fondation des cadavres des ouvriers tués par d'autres ouvriers*". Je rajouterai: et surtout de cette manière, en prenant leur famille en otage, en condamnant les soldats de l'armée de rouge s'ils refusaient de tirer... La violence de classe est nécessaire, certes, mais pour la classe ouvrière elle est déterminée par le but final qui est la libération de l'humanité du joug de l'exploitation. Les camarades, en désaccord sur ce point, ont rappelé, à juste titre, les apports des bolcheviques pour la classe ouvrière. Le Parti bolchevique sous l'impulsion de Lénine n'a jamais trahi les intérêts du prolétariat et en refusant toute politique d'alliance pour former un parti de masse, il a fait le choix de rester minoritaire parmi les ouvriers et de répéter inlassablement la nécessité de ne plus faire confiance au sociaux-démocrates. Ce parti a défendu l'internationalisme jusque dans sa chair. Les bolcheviques ont soutenu les ouvriers dans leur lutte en restant à leur côté même quand ils savaient qu'ils commettaient une erreur.

Alors comment ce parti qui avait pleinement conscience du fait que le socialisme ne s'impose pas par la force sur la classe ouvrière, et que le devoir du parti est de combattre au côté de la classe, s'est-il retrouvé armé face à elle?

Comment le parti bolchevique en est-il arrivé à commettre un tel crime ?

Le camarade Mouhamed écrit: "*Pour moi, s'il y avait eu la révolution mondiale, il n'y aurait ni Cronstadt, ni rien du tout*". Il est vrai que l'enfermement de la Russie est une cause fondamentale de la débâcle de la révolution. Beaucoup d'ouvriers sont morts dans la guerre civile, les soviets se trouvent partiellement dépeuplés et se limitent pour beaucoup à des comités militaires de quelques membres qui décident des stratégies à adopter. Quand le président du Bund (parti communiste juif) demanda ce que faisait le comité central, lors du VIIe congrès des soviets, Trotsky répondit: "le CEC est sur le front!". S'ajoute à cela des rationnements alimentaires draconiens du fait de l'Ukraine, grenier à blé de la Russie, qui l'affame. L'entrée du prolétariat allemand en contaminant les autres prolétariats d'Europe puis du monde aurait apporté un second souffle à la révolution russe. Le CCI écrit dans sa brochure sur la période de transition: "*Mais le pire danger de la contre-révolution n'est venu ni des "koulaks", ni des ouvriers lamentablement massacrés de Cronstadt, ni des "complots des blancs" que les bolcheviques voyaient derrière cette révolte. C'est sur les cadavres des ouvriers allemands massacrés en 1919 que la contre-révolution a gagné et c'est à travers l'appareil bureaucratique de ce qui était supposé être le "semi-Etat" du prolétariat qu'elle s'est le plus puissamment exprimée.*" En épuisant les soviets, fondement de la dictature du prolétariat, en restant enfermé dans les frontières nationales de Russie, le Parti bolchevique s'est retrouvé face à des choix très lourds de conséquence et a commis le pire: éliminer physiquement leur frère de classe.

L'isolement de la Russie dans le processus de la révolution mondiale explique en partie l'attitude des bolcheviques mais n'explique pas pourquoi les soviets se sont retournés contre le parti: s'ils ne s'étaient pas révoltés, la question ne se serait même pas posée. Comme je le défends, ainsi qu'Underthegun, on voit très nettement, que ce soit dans les revendications du soviet de Cronstadt ("tout le pouvoir au soviet"), mais aussi dans les vagues de grèves qui avaient gagné Moscou ou Petrograd (3 régions à

(suite à la p. 6)

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

■ La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

■ Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

■ Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *ouvriers*, *socialistes*, *communistes* (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande*, *hollandaise* et *italienne*.

Edit. resp. H. Deponthière BP94 - 2600 Berchem